



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Sur les déclarations ahurissantes de Jean-Michel Blanquer

Question écrite n° 29620

Texte de la question

M. Bruno Bilde interroge M. le Premier ministre sur les déclarations invraisemblables et préoccupantes du ministre de l'éducation nationale concernant la réouverture des écoles. En effet, alors qu'il était l'invité de la matinale d'Europe 1 le lundi 11 mai 2020, Jean-Michel Blanquer, tentant maladroitement de dissiper les craintes légitimes des parents d'élèves, a osé dire l'impensable : « il y a plus de risques à rester chez soi que d'aller à l'école ». Le caractère complètement loufoque de cet argumentaire piteux de circonstance vient se fracasser, d'une part, contre l'avis du conseil scientifique qui préconisait une reprise des cours en septembre et, d'autre part, contre la falaise du bon sens. À quelles familles françaises, le ministre de l'éducation veut-il faire croire que des classes de primaire, où les gestes barrière et la distanciation physique seront quasiment impossibles, seraient moins propices à la propagation du virus que le foyer familial ? Plus inquiétant encore, cet acte manqué vient totalement discréder la stratégie sanitaire du Gouvernement qui a consisté à confiner la population à domicile pendant deux mois. Si le risque est moindre d'aller à l'école et dans le prolongement d'aller dans un parc, d'entrer dans un magasin ou un musée, pourquoi donc avoir opté pour des mesures de restriction des déplacements tout en fermant les lieux publics ? Cette déclaration n'est malheureusement pas isolée. Elle s'inscrit dans la continuité des aberrations et autres discours bancals entendus depuis le début de la crise, de l'inutilité des frontières et des masques en passant par le refus de tester massivement ou le confinement à la carte selon les quartiers. L'accumulation de ces petites phrases et de ces torrents de contradictions fragilisent dramatiquement la parole publique, écornent l'image de l'État et fracturent la confiance des Français. Il lui demande comment il compte redemander des efforts aux Français en cas de deuxième vague épidémique avec ces messages délétères et s'il serait envisageable que les ministres réfléchissent deux secondes avant de parler à tort et à travers.

Texte de la réponse

Les sociétés savantes se sont prononcées sur l'importance d'une scolarisation des élèves dans des positions similaires à celles exprimées par le ministre en charge de l'éducation nationale. Ainsi, dans un avis du 14 septembre 2020, la société française de pédiatrie a confirmé les positions tenues dans une tribune cosignée par les responsables de sociétés de spécialités pédiatriques, le 26 avril dernier en écrivant qu' « il est urgent de rappeler combien les bénéfices éducatifs et sociaux apportés par l'école sont très supérieurs aux risques d'une éventuelle contamination à la covid-19 de l'enfant en milieu scolaire ». Elle rappelle également le point suivant : « il y a aujourd'hui consensus sur le fait que les enfants, et en particulier ceux de moins de 10 ans, ne contribuent pas significativement à la transmission de la covid-19. Les transmissions entre enfants, ou d'enfants à adultes, sont très peu fréquentes. [...] Enfin, il faut rappeler que même lorsqu'ils s'infectent, les enfants sont souvent asymptomatiques. Les infections pédiatriques qui nécessitent une hospitalisation sont rares, représentant 1 % de l'ensemble des hospitalisations liées à la covid-19 ».

Données clés

Auteur : [M. Bruno Bilde](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (12^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 29620

Rubrique : Gouvernement

Ministère interrogé : [Premier ministre](#)

Ministère attributaire : [Éducation nationale, jeunesse et sports](#)

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : [19 mai 2020](#), page 3418

Réponse publiée au JO le : [1er décembre 2020](#), page 8718